



LE CENTRE D'ACTION PARLEMENTAIRE DE L'INSTITUT RENAISSANCE A VOCATION À SUIVRE LE QUOTIDIEN DE L'ACTIVITÉ PARLEMENTAIRE ET À APPORTER AUX PARLEMENTAIRES DES ÉLÉMENTS UTILES POUR NOURRIR LEUR RÉFLEXION.

L'Institut Renaissance se donne mission de réaliser et de diffuser des études destinées à éclairer l'opinion publique et à soutenir les parlementaires désireux d'améliorer la législation actuelle et de résister au déclin de la France. Les études et actions de l'Institut Renaissance sont, selon les termes de l'objet social de l'Institut, «guidées par les principes de dignité de la personne humaine, de souci du bien commun, de subsidiarité, de saine laïcité et de solidarité entre les hommes ».

ACTUALITÉS PARLEMENTAIRES 2

RECENSIONS 3

QUI SOMMES-NOUS ? 4



Les émeutes parisiennes, un défi à l'Etat

« Intifada parisienne », « guérilla urbaine », « pogrom anti juifs », les formulations n'ont pas manqué pour qualifier les véritables émeutes qui ont eu lieu en France, en plein Paris à Barbès samedi et à Sarcelles dimanche. Conséquence de l'intervention militaire israélienne à Gaza, le conflit du Proche-Orient s'est une nouvelle fois délocalisé en France de façon effrayante. S'il est vrai que certains « manifestants » s'en prenaient directement aux juifs d'Israël et de France et à leurs lieux de culte, les manifestations de ce week-end ont largement dépassé le conflit israélo-palestinien. L'interdiction des deux manifestations a entraîné une réaction dirigée contre la République et l'Etat, et leurs représentants directs (forces de l'ordre, pompiers). La décision d'interdiction de la manifestation, véritable aveu d'impuissance de la part de l'Etat, a attisé les tensions. Le peu d'interpellations face à un phénomène d'une rare violence interroge.

Pour en savoir plus : [cliquez ici](#)

Mossoul : exode forcé et persécutions de l'État islamique contre les chrétiens

Le 10 juin les combattants de l'EIL ont pris Mossoul, le lendemain matin l'exode des civils et notamment des chrétiens présents en grand nombre dans la ville commençait. La persécution dont les chrétiens sont victimes depuis l'arrivée des djihadistes a connu son apothéose lors de l'annonce de l'ultimatum posé par ce groupe, qui peut se résumer en une phrase : partir ou mourir. Un exode forcé qui déchire cette communauté qui comptait environ 35.000 membres dans la ville avant 2003.

Pour en savoir plus : [cliquez ici](#)

L'industrie française de Sébastopol à Vladivostok

Le crash du vol de la Malaysian Airlines dans l'est de l'Ukraine et l'incertitude autour d'un rôle présumé ou non de la Russie, ou tout du moins des séparatistes pro-russes à relancé le débat sur de possibles sanctions pour la Russie avec un impact important pour la vente. Le Royaume-Uni et les Etats-Unis ont de nouveau appelé la France à ne pas livrer des bâtiments de combat de la classe Mistral à la Russie. Ces contrats signés en 2011 doivent aboutir à la livraison d'un premier navire, déjà construit, à la fin de l'année, et d'un deuxième fin 2016. Ces recommandations, en plus de porter un coup terrible en pleine crise à l'industrie française, seraient si elles aboutissaient un choc pour la souveraineté française. Soumis à un appel d'offre en 2010, cette commande doit être honorée par la France. Le débat actuel est un débat hypocrite, demandant des sacrifices à la France alors que les Britanniques en particulier ne s'engagent pas à pénaliser les oligarques russes très présents à Londres.

Pour en savoir plus : [cliquez ici](#)

est une association qui œuvre à la réalisation de projets concrets promouvant la fraternité avec les chrétiens d'Orient. Après deux voyages effectués en Syrie et en Irak, l'association prépare une seconde visite aux Chrétiens d'Irak menacés par les attaques d'EIIL souhaitant établir un État islamique. Les communautés chrétiennes pour la plupart réfugiées ont besoin de cette aide au risque d'être massacrées par les djihadistes. SOS Chrétiens d'Orient se bat pour le respect de la liberté religieuse dans ces pays en proie aux conflits religieux. Son site web est le suivant : <http://www.soschretiensdorient.fr/>

SOS Chrétiens d'Orient peut également être suivie sur les réseaux sociaux



RECENSIONS

Le tabou du mammouth. Philippe Isnard

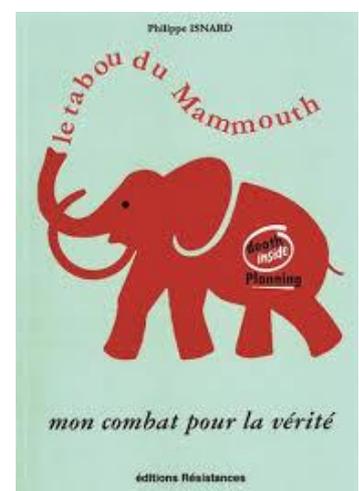
Philippe Isnard était à l'origine professeur d'histoire-géographie. Mais c'était avant sa révocation, motivée par la diffusion qu'il a faite, au cours d'un débat en cours d'éducation civique, d'un film montrant concrètement ce qu'est un avortement tardif (comme il était pratiqué en Espagne, jusqu'à six mois de grossesse, ou comme il est toujours pratiqué au Royaume-Uni sur des enfants dont la vie utérine se porte à quatre mois).

Ce livre, publié en 2012, aux éditions Résistances, raconte le combat pour la vérité d'un professeur d'Histoire-Géographie condamné pour avoir exprimé une opinion contraire à celle de l'État. Le 24 novembre 2010, un mois après avoir organisé, conformément aux instructions officielles, un débat sur l'avortement, il est illégalement suspendu par le ministre de l'Éducation par voie médiatique sur RTL, puis révoqué pour crime

le 1er avril 2010, sans avoir pu obtenir de droit de réponse. Il est ensuite victime du harcèlement des autorités. Ce livre est le témoignage d'un homme confronté à un régime totalitaire qui utilise la désinformation, le mensonge et la violence pour couvrir ses crimes. Ce combat remonte à plus longtemps que 2010 : lors de sa réception au CAPES déjà, Philippe Isnard, alors âgé de 21 ans, avait dû traîner l'Éducation nationale devant les tribunaux, car

celle-ci refusait de le titulariser. Contre le sectarisme de l'IUFM, la justice avait tranché en faveur du jeune certifié, condamnant l'Éducation nationale pour discrimination en raison de ses opinions présumées catholiques.

Pour en savoir plus : [cliquez ici](#)





L'Institut Renaissance est un laboratoire d'idées non partisan, mais clairement orienté à droite. Il défend une France fière de son identité millénaire, marquée notamment par ses racines chrétiennes ; les libertés, en particulier dans l'ordre économique ; la dignité de la personne humaine de sa conception à sa mort naturelle ; un Etat fort, mais concentré sur ses missions régaliennes ; et le principe de subsidiarité.

L'Institut Renaissance dispose d'un centre d'action parlementaire qui se donne pour objectif d'améliorer la législation actuelle, en lien avec les parlementaires, pour sortir la France de la spirale du déclin. Il met pour cela à disposition des parlementaires ses compétences dans l'ordre des études, de la rédaction d'amendements ou de propositions de loi, et aussi dans l'ordre de la diffusion de messages ciblés, à destination des autres parlementaires, des médias ou, directement, de l'opinion publique.